



# COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

**DELIBERATION**  
**N° CFVU 27-SFP-019**

**RESULTAT DU VOTE**  
Nombre de votants : 30  
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2<sup>ème</sup> année  
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type Secteur financier,***  
Année universitaire 2018-2019

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
  - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
  - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
  - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
  - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
  - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
  - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
  - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
  - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
  - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de Faculté de Droit et de Science Politique en date du 13 février 2018,

**La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :**

***Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2<sup>ème</sup> année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type Secteur financier sont fixées comme suit,***

## TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type secteur financier (Banque, Assurance, Finance), est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit bancaire et financier, en droit des assurances, en droit civil, en droit des affaires, en économie et en fiscalité.

### ARTICLE 2. Accès de plein droit

2.1 - Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type Secteur financier (Banque, Assurance, Finance), les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Droit des affaires, ou d'un autre Master de droit, d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale.

2.2 - Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

### ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

### ARTICLE 4. Redoublement

4.1 – Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

### ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale de étudiants sont applicables aux étudiants du Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type Secteur financier (Banque, Assurance, Finance), selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

## TITRE II - ENSEIGNEMENTS

### ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - Le Master 2 Droit, Économie, Gestion, mention Droit des affaires, parcours type Secteur financier (Banque, Assurance, Finance) est organisé sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend quatre unités d'enseignement, le second semestre, une unité d'enseignement, totalisant respectivement 53 et 7 crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

## **ARTICLE 7. Voie professionnelle et voie recherche**

7.1 – Pour l'UE5 du semestre 4, l'étudiant choisit soit la voie professionnelle soit la voie recherche.

7.2 – Pour la voie professionnelle, l'étudiant effectue un stage d'une durée minimale de trois mois dont la finalité est la mise en application pratique des enseignements reçus à l'Université. Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme.

7.3 – Pour la voie recherche, l'étudiant rédige un mémoire de recherche, sous la direction de l'un des enseignants de la spécialité, qui est soutenu devant un jury, et dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. Le succès de l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le directeur de thèse, avis favorable du directeur de l'équipe d'accueil, du directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation de la Présidente de l'Université.

## **TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES**

### **ARTICLE 8. Organisation des examens**

8.1 - L'examen du Master comporte une session unique pour chaque semestre.

### **ARTICLE 9. Modalités d'organisation de session unique**

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

UE1 : un examen terminal constitué d'une épreuve écrite d'1h30 portant sur Droit des assurances, un contrôle continu constitué d'une épreuve orale portant sur Droit de la banque et des marchés financiers et anglais financier et un examen terminal constitué d'une épreuve orale portant sur Droit des obligations (contrats et responsabilité).

UE2 : un contrôle continu portant sur Problèmes économiques de l'assurance et de la banque et une épreuve orale « exposé discussion » portant les 4 autres matières constituant l'UE.

UE3 : un examen terminal constitué d'une épreuve écrite d'1h portant sur Mathématiques financières, un contrôle continu écrit portant sur comptabilité et analyse financière et une intégration à l'épreuve orale « exposé discussion » de l'UE4 pour asset management : gestion d'actifs.

UE4 : un examen terminal constitué d'une épreuve orale « exposé discussion » portant sur l'ensemble des matières de l'UE.

A noter que les épreuves orales « exposé-discussion » des UE2 et UE4 ont lieu en même temps.

UE5 : un examen terminal constitué de la remise d'un rapport de stage ou d'un mémoire de recherche, ce dernier pouvant faire l'objet d'une soutenance.

Toute absence injustifiée à une épreuve d'examen est sanctionnée par la note 0. Dans ce cas, l'étudiant est considéré comme défaillant.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours qui suivent la fin de la session d'examen.

## **Sont admis à passer la session de rattrapage dite cas de force majeure les étudiants :**

Absents à la session unique du semestre concerné **et** :

- qui peuvent justifier d'un cas de force majeure, c'est-à-dire la réunion de trois éléments qui le rendent exceptionnel par nature (imprévisible, irrésistible et extérieur)
- et qui ont déposé un dossier (formulaire et justificatif d'absence) auprès de leur scolarité au plus tard 10 jours calendaires suivant la fin de la période d'examen concernée
- et, qui ont reçu un avis favorable de la commission composée du Doyen et de deux membres de la Faculté. La décision de cette instance n'est pas susceptible de recours. La Présidente est liée par cet avis.

## **ARTICLE 10. Bonifications**

10.1 - Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

10.2 - Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

10.3 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

## **TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION**

## **ARTICLE 11. Condition de validation des unités et des semestres**

11.1 -Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de points de 530/1060 points pour le semestre 3 et 70/140 points pour le semestre 4 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

11.2 - Les semestres sont validés isolément sans compensation

Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de 530/1060 points pour le semestre 3 et 70/140

points pour le semestre 4. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 53 et 7 crédits européens correspondants (ECTS).

## **ARTICLE 12. Conditions d'attribution d'une mention**

12.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

## **ARTICLE 13. Délivrance du diplôme**

13.1 - Pour être déclaré admis au diplôme l'étudiant doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury d'examen peut octroyer des points jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 24 août 2018,

**Corinne MASCALA**

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie  
Universitaire



PJ : annexes

### Annexe 1 Master 2 mention Droit des affaires parcours-type Secteur financier année 2018-2019

Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points CM	Total points enseignements
UE1	Droit des assurances	Obligatoire	15	15	Contrôle terminal - écrit de 1h30	75	300
	Droit de la banque et des marchés financiers			15	Contrôle continu écrit	75	
	Droit des obligations (contrats et responsabilité)			15	oral	75	
	Anglais financier			15	Contrôle continu écrit	75	
UE2	Problèmes économiques de l'assurance et de la banque	Obligatoire	14	9	Contrôle continu écrit	80	280
	Droit des sociétés			15	Oral : exposé-discussion	200	
	Droit des sûretés			15			
	Droit pénal financier			15			
	Droit fiscal			15			
UE3	Mathématiques financières	Obligatoire	9	9	Contrôle terminal – écrit 1h	60	180
	Comptabilité et analyse financière			15	Contrôle continu écrit	60	
	Asset management (gestion d'actifs)			9	Epreuve orale d'exposé discussion commun avec UE4	60	
UE4	Séminaires	Obligatoire	15	83	Epreuve orale d'exposé discussion portant sur l'ensemble des matières	300	300
Bonifications		Facultatif					3.33% du total des points du semestre
TOTAL Semestre 3			53	245		1060	1060

Semestre 4	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points CM	Total points enseignements
UE5	Voie professionnelle : rapport de stage	A choix 1/2	7		Remise du rapport	140	140
	Voie recherche : mémoire de recherche	A choix 1/2	7		Remise du mémoire de recherche et soutenance	140	
Bonifications		Facultatif					3.33% du total des points du semestre
<b>TOTAL Semestre 4</b>			7			140	140
<b>TOTAL ANNEE</b>			60			1200	1200



## **Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification**

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous





<b>Liste des concours soumis à bonification</b>
---

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media